

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Vendredi 26 Décembre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

LE QUOTIDIEN. Ansd – Valeur ajoutée des entreprises : Un bond de 5, 2% réalisé en 2024

La Valeur ajoutée des entreprises est passée de 3614, 9 milliards de francs Cfa en 2023 à 3803, 8 milliards de francs Cfa en 2024, soit un bond de 5, 2%, selon la Banque de données économiques et financières, un rapport de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), relative aux produits tirés du système d'information sur les entreprises. L'année 2024 est caractérisée par une poursuite de la reprise des activités économiques des entreprises formelles. «La production des entreprises du secteur moderne a enregistré une hausse de 5, 7% au cours de cette période portée par l'ensemble des secteurs de l'économie, notamment le commerce qui a connu une croissance de 14, 7%, les services, 8, 7%, les Industries, 3, 5% et les Btp, 1%», selon la dernière Banque de données économiques et financières de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), relative aux produits tirés du système d'information sur les entreprises.

<https://lequotidien.sn/ansd-valeur-ajoutee-des-entreprises-un-bond-de-5-2-realise-en-2024/>

SUD QUOTIDIEN. Dématerialisation des procédures foncières et gouvernance publique : la digitalisation pour renforcer la sécurité et l'accès à la propriété

La Direction générale des Impôts et des Domaines (DGID) a organisé hier, mardi 23 décembre 2025, un panel de réflexion au Centre international du commerce extérieur du Sénégal (CICES), en marge de la 32^e édition de la Foire internationale de Dakar. Placée sous le thème « La dématérialisation des procédures foncières : un levier pour un accès transparent et sécurisé à la propriété foncière », la rencontre a été présidée par M. Malang Faty Seydi, conseiller technique au ministère des Finances et du Budget. Cette initiative s'inscrit dans la dynamique de modernisation de l'administration publique impulsée par le ministère des Finances et du Budget, avec un accent particulier mis sur la digitalisation des services pour répondre aux attentes croissantes des usagers. Il s'est agi, à travers ce panel, de réfléchir aux stratégies à mettre en place pour améliorer la gouvernance publique, renforcer la conservation du patrimoine foncier, sécuriser l'accès aux droits fonciers et réduire durablement les contentieux liés à la terre.

<https://www.sudquotidien.sn/dematerialisation-des-procedures-foncieres-et-gouvernance-publique-la-digitalisation-pour-renforcer-la-securite-et-lacces-a-la-propriete/>

LEJECOS . Sénégal : La pression fiscale augmente pour s'établir à 22,7% en 2024

Par définition, le taux de pression fiscale est mesuré par le ratio « Charges fiscales sur valeur ajoutée ». Selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), comparativement à l'année 2023, le taux de pression fiscale s'est accru de 0,6



point pour s'établir à 22,7% en 2024. Cette hausse, explique l'Ansd, est principalement portée par la pression fiscale du secteur des services (+2,9 points) et atténuée par la baisse enregistrée au niveau des secteurs du commerce (-4,5 points), des Btp (- 1,5 point) et des industries (- 1,2 point). Suivant les macros-secteurs, le commerce enregistre le plus fort taux de pression fiscale (34,3%) suivi des Btp (24,1%), des services (22,3%) et de l'industrie (20,1%). L'Ansd informe que l'impôt sur le résultat rapporté à la valeur ajoutée globale a augmenté de 0,5 point en passant de 7,4% en 2023 à 7,9% en 2024.

https://www.lejecos.com/Senegal-La-pression-fiscale-augmente-pour-s-etablir-a-227-en-2024_a30099.html

LEJECOS. L'Etat du Sénégal emprunte près de 60 milliards de FCFA sur le marché financier de l'UEMOA.

Pour faire face à ses besoins budgétaires, l'Etat du Sénégal, à travers la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor (DGCPT) a emprunté ce mercredi 24 décembre 2025 au niveau du marché financier de l'UEMOA, la somme de 59,997 milliards FCFA à la suite de son émission d'adjudication de bons assimilables du trésor de 364 jours et d'obligations assimilables du Trésor de 3 ans et 5 ans, organisée en partenariat avec UMOA-Titres. La DGCPT a mis en adjudication un montant de 55 milliards de FCFA. Après adjudication, il a reçu des investisseurs des soumissions globales de 66,207 milliards FCFA. Ce qui correspond à un taux de couverture du montant mis en adjudication de 90,62%. Le montant des soumissions retenu est de 59,997 milliards FCFA et celui rejeté 6,210 milliards FCFA. Ce qui donne un taux d'absorption de 90,62%. Il faut signaler que la DGCPT n'a pas jugé opportun de retenir les soumissions faites sur les obligations de 5 ans. Les investisseurs dont les soumissions ont été retenues, se retrouveront avec un rendement moyen pondéré de 7,35% pour les bons et 7,89% pour les obligations.

https://www.lejecos.com/L-Etat-du-Senegal-emprunte-pres-de-60-milliards-de-FCFA-sur-le-marche-financier-de-l-UEMOA_a30097.html

SENEWEB. Emprunt obligataire : 400 milliards F CFA, coup de frein inattendu pour le Sénégal

Le Sénégal a lancé un emprunt obligataire de 400 milliards de francs CFA sur le marché financier de l'UEMOA, arrangé par Invictus Capital & Finance. Mais faute de souscriptions suffisantes, la clôture de l'opération a été reportée au 26 décembre. Le Quotidien, qui donne l'information, note qu'aucune explication officielle n'a été donnée, ce qui alimente les interrogations. Cette émission, la dernière de l'année 2025, propose des titres sur quatre échéances (3, 5, 7 et 10 ans) avec des taux attractifs variant de 6,4 % à 6,95 %. Elle intervient après une année particulièrement intense en levées de fonds. En juillet dernier, les « Diaspora Bonds » avaient déjà permis de récolter 364 milliards, suivis en septembre d'une collecte record de 450 milliards pour une opération initialement prévue à 150 milliards. Signe de saturation ? Ce nouvel appel, bien plus ambitieux, semble se heurter à un essoufflement des partenaires financiers de la sous-région. Maintenu « en apnée » par les banques de l'espace UMOA, le Sénégal pourrait faire face à un assèchement des capitaux ou à une prudence accrue des investisseurs face à la multiplication des sollicitations de l'État en cette fin d'exercice, théorise le journal du groupe Avenir Communication.



https://www.seneweb.com/fr/news/5/emprunt-obligataire-400-milliards-f-cfa-coup-de-frein-inattendu-pour-le-senegal_n_478542.html

SENEWEB. Entre coûts immédiats et bénéfices différés : la traversée du tunnel politique

Certaines politiques publiques reposent sur des diagnostics solides et des choix techniques cohérents, mais produisent des résultats perceptibles seulement à long terme. Les réformes fiscales, administratives ou éducatives en sont des exemples fréquents. Pendant cette phase intermédiaire, les coûts d'ajustement sont immédiats alors que les bénéfices demeurent abstraits pour une large partie de la population. Ce décalage crée un sentiment de stagnation malgré l'effort consenti. Cet « effet tunnel », notion mobilisée en économie politique, affaiblit souvent le lien de confiance entre gouvernants et citoyens. Lorsque les ménages ne constatent pas d'amélioration tangible de leur pouvoir d'achat, de l'emploi ou de l'accès aux services publics, ils peuvent interpréter les réformes comme inefficaces voire injustes. L'incompréhension est d'autant plus forte que les gains attendus prennent la forme d'équilibres macroéconomiques ou de soutenabilité budgétaire difficiles à appréhender au quotidien. La temporalité économique entre décideurs et population se trouve alors désalignée.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/entre-couts-immediats-et-benefices-differes-la-traversee-du-tunnel-politique_n_478577.html

LE SOLEIL. Au-delà des modèles étrangers : comment bâtir une économie halal sénégalaise exportable? (Pr Khadiyatoullah Fall)

Une Journée du halal s'est tenue au CICES le 23 décembre 2025 dans le cadre de la 33^e FIDAK (7–31 décembre 2025). Elle a été portée par l'ADEPME (avec Appsay) et s'est structurée autour d'un cadrage explicitement économique : « L'économie halal, un levier de croissance pour nos PME. Les éléments les plus saillants (en tant que "propositions" implicites et explicites) sont les suivants : Cadrage "normatif" et "marché" : priorité mise sur les normes et la certification, conçues comme conditions d'accès aux marchés. Orientation export et chaînes de valeur : le halal est présenté comme un levier de montée en gamme, de structuration des chaînes de valeur, et de diversification des exportations (au-delà du seul marché domestique). Dispositif concret de "mise en marché" : exposition type "Halal Market" + networking B2B (acheteurs/distributeurs/investisseurs), avec l'idée de déboucher sur protocoles d'accord et partenariats. Internationalisation par présence diplomatique et benchmarking : participation annoncée d'acteurs/représentants (notamment Malaisie et Indonésie), ce qui signale une stratégie de "raccordement" aux écosystèmes halal déjà consolidés.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/au-dela-des-modeles-etrangeurs-comment-batir-une-economie-halal-senegalaise-exportable-pr-khadiyatoullah-fall/>

RTS. FOGECA 2025 : TROIS SOCIÉTÉS DU GROUPE MIR HOLDING DISTINGUÉES À DUBAÏ

Le groupe sénégalais MIR Holding SAS a brillé sur la scène économique internationale à l'occasion de la 18^e édition du Forum des Opérateurs pour la Garantie de l'Émergence Économique en Afrique (FOGECA). Tenue du 18 au 20 décembre à Dubaï, cette rencontre de haut niveau a distingué plusieurs filiales du groupe pour leur excellence



opérationnelle et leur capacité à prospérer dans des environnements économiques exigeants. Le FOGECA rassemble annuellement des décideurs économiques et politiques d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Europe et d'Asie. Ses prix récompensent spécifiquement les entreprises qui démontrent une réelle capacité d'exécution, une gouvernance solide et une création de valeur durable, au-delà des simples déclarations d'intention. La distinction de trois sociétés du groupe MIR Holding constitue donc un signal fort de leur maturité et de leur crédibilité internationale.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/fogeca-2025-trois-societes-du-groupe-mir-holding-distinguees-a-dubai>

LE SOLEIL. Amélioration du cheptel: Le Sénégal réceptionne 1 050 bovins d'élite

Le Sénégal vient de franchir une étape majeure dans la transformation structurelle de son élevage. Le 24 décembre 2025, les bovins Guzerat de deuxième génération, du Groupement des éleveurs pour la promotion de l'élevage au Sénégal (Gepes), ont accosté au Port de Dakar. Le Sénégal poursuit les initiatives pour améliorer son cheptel. Le mercredi 24 décembre, en présence du ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage, Mabouba Diagne, et des responsables du Bureau national du Groupement des éleveurs pour la promotion de l'élevage au Sénégal (Gepes), 1.050 bovins d'élite de races Guzerat et Girolando, importés du Brésil à l'issue d'un processus rigoureux de sélection sanitaire et génétique, ont été réceptionnés. Le choix a porté sur 400 géniteurs Guzerat, 350 génisses Guzerat gestantes et 300 génisses Girolando gestantes, tous reconnus pour leur haute valeur génétique et leur adaptation aux conditions agroclimatiques sénégalaises. Cette importation stratégique bénéficie d'une subvention exceptionnelle de 50 % de l'État, une mesure qualifiée d'historique par les professionnels du secteur. Il s'agit, en effet, d'un soutien public d'une ampleur inédite depuis les années 1970, traduisant l'engagement de la tutelle à accompagner les éleveurs et à impulser une véritable révolution de l'élevage national.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/amelioration-du-cheptel-le-senegal-receptionne-1-050-bovins-delite/>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. Sénégal: bilan de la tournée du président Bassirou Diomaye Faye en Casamance

Au Sénégal, le président Bassirou Diomaye Faye achève ce 25 décembre une tournée de cinq jours en Casamance. L'occasion, pour le chef de l'État de suivre les premières réalisations du plan « Diomaye pour la Casamance ». Annoncé en octobre 2024, ce programme vise à rattraper le retard économique et à favoriser le retour des populations déplacées dans cette région du sud du pays, marquée par un conflit autour de son indépendance depuis près de 40 ans. Au sud du Sénégal, à Darsalam, ville



marquée par les séquelles du conflit, Bassirou Diomaye Faye a d'abord lancé un appel solennel à la paix aux dernières factions du groupe indépendantiste, le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) encore engagées dans la rébellion. La nomination au poste de Premier ministre d'Ousmane Sonko, originaire de Casamance, avait suscité beaucoup d'espoir sur place. L'heure était donc au bilan.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251225-s%C3%A9n%C3%A9gal-bilan-de-la-tourn%C3%A9e-du-pr%C3%A9sident-bassirou-diomaye-faye-en-casamance>

RFI. Au Ghana, un mois de décembre fructueux pour le secteur de la nuit et de l'événementiel

Le mois de décembre est au Ghana, comme au Nigeria, l'occasion de nombreuses festivités lors du pic d'arrivées des touristes et de la diaspora. Une frénésie qui vaut à ce phénomène culturel le surnom de « Detty december », traduction en pidgin de l'anglais « dirty » - sale, en français. Le directeur du bureau ghanéen de la diaspora a récemment déploré sa connotation négative et voudrait imposer l'appellation plus neutre de « December in Ghana ». Mais, du côté des professionnels de l'événementiel, c'est l'aubaine. Les chiffres d'affaires explosent et les prix s'envolent. « J'aime bien faire voyager les gens dans mes sets », confie ce DJ français installé depuis plus de 14 ans au Ghana et fondateur du label Akwaaba Music. Benjamin Lebrave, connu ici sous le nom de BBrave, n'en est pas à son premier « Detty December ». « Il n'y a vraiment aucune autre période de l'année qui puisse rivaliser avec le mois de décembre, c'est incroyable. Au lieu de mixer trois-quatre fois par mois, je vais mixer dix fois, se réjouit-il. C'est vraiment devenu une institution. De Noël au Nouvel An, ici, tous les soirs il y a des gros événements. »

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/afrique-%C3%A9conomie/20251225-au-ghana-un-mois-de-d%C3%A9cembre-fructueux-pour-le-secteur-de-la-nuit-et-de-l-%C3%A9v%C3%A9nementiel>

LA TRIBUNE. Le risque politique est devenu le premier frein à l'économie mondiale en 2025

Oubliez la demande ou les taux d'intérêt : en 2025, c'est le bulletin de vote ou un décret soudain qui a dicté la valeur de vos actifs. Il y a un an, la perspective d'un « super-cycle » électoral faisait craindre un séisme mondial. En cette fin d'année 2025, le diagnostic est plus complexe : le risque politique n'est plus une crise passagère, c'est devenu la structure même des échanges mondiaux. Entre le protectionnisme transactionnel de Washington, le souverainisme rationnel du Canada de Mark Carney et les fractures polonaises, les entreprises ne naviguent plus à vue mais sous escorte géopolitique. Longtemps traité comme un bruit de fond statistique, le risque politique est devenu la principale grille de lecture des investisseurs, éclipsant désormais les simples fondamentaux macroéconomiques. Désormais, l'indice de risque politique mondial compilé par la Coface atteint un niveau record, supérieur aux pics de la crise du Covid.

<https://www.latribune.fr/article/economie/1251678466576115/le-risque-politique-est-devenu-le-premier-frein-a-l-economie-mondiale-en-2025>

LE MONDE. « L'ombre de la Chine plane sur le prétendu décrochage économique de l'Europe par rapport aux Etats-Unis »



L'économiste Isabelle This Saint-Jean considère, dans une tribune au « Monde », que Gabriel Zucman a raison de contester le discours actuel qui voudrait que l'économie européenne soit condamnée au déclin. Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci. La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du Monde, est strictement interdite. C'est à juste titre que Gabriel Zucman a dénoncé, dans une tribune au Monde, le discours décliniste sur l'Europe. Ceux qui le tiennent prennent prétexte d'un prétendu décrochage économique par rapport aux Etats-Unis pour tenter d'imposer dérégulation et remise en cause de notre modèle social. Gabriel Zucman a raison de souligner que le produit intérieur brut [PIB] par habitant, lorsque l'on raisonne en parité de pouvoir d'achat (PPA) afin de tenir compte du coût de la vie, a augmenté quasiment au même rythme depuis 1990 dans les deux économies. Il rappelle aussi que la productivité, mesurée par le PIB par heure travaillée, est supérieure en Europe occidentale à celle des Etats-Unis (elle n'est inférieure que si l'on prend en compte les anciens pays de l'Est) ; les deux augmentent de manière quasi identique depuis trente ans.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/12/26/l-ombre-de-la-chine-plane-sur-le-pretendu-decrochage-economique-de-l-europe-par-rapport-aux-etats-unis_6659466_3232.html

FRENCH.CHINA.ORG.CN. Publication du premier Livre bleu de la Chine sur l'économie des ressources climatiques

L'Administration météorologique de Chine (AMC) a publié le 25 décembre son « Livre bleu sur l'économie des ressources climatiques : Rapport de recherche sur la transformation économique des ressources climatiques en Chine (2025) ». Il s'agit du premier ouvrage de référence dans ce domaine en Chine, qui dresse de manière systématique un état de la valorisation économique des ressources climatiques du pays. Le responsable du laboratoire sur la transformation économique des ressources climatiques, relevant de l'AMC, a déclaré que face à un contexte de changement climatique mondial accentué, les ressources climatiques étaient devenues un facteur clé pour promouvoir un développement économique et social durable. Le Livre bleu se concentre sur des secteurs tels que l'agriculture, l'énergie, le tourisme, la santé et le bien-être, ainsi que le développement bas carbone. En analysant des théories et des cas pratiques, il fournit un appui scientifique à la valorisation efficace des ressources climatiques, au service des objectifs de double neutralité carbone et de la construction de la civilisation écologique, tout en offrant des références scientifiques pour la recherche, la prise de décision publique, l'innovation industrielle et la gouvernance climatique.

http://french.china.org.cn/business/txt/2025-12/26/content_118248262.htm

ZONE BOURSE. Le Japon propose des dépenses budgétaires record tout en limitant la nouvelle dette

Le gouvernement japonais a proposé vendredi des dépenses record pour le prochain exercice fiscal tout en limitant l'émission de dette, soulignant le défi auquel est confrontée la Première ministre Sanae Takaichi pour stimuler l'économie alors que l'inflation demeure supérieure à l'objectif de la banque centrale. Son cabinet a approuvé un projet de budget de 783 milliards de dollars, destiné à rassurer les marchés en plafonnant l'émission d'obligations et en ramenant la part du budget financée par la dette nouvelle à son niveau le plus bas depuis près de trente ans. Autre élément



compliquant la tâche de Takaichi, l'inflation de base à Tokyo est restée ce mois-ci au-dessus de la cible de 2 % de la Banque du Japon, tandis que le yen demeure faible, renforçant l'argument de la banque centrale en faveur d'une poursuite de la hausse des taux d'intérêt.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/le-japon-propose-des-depenses-budgetaires-record-tout-en-limitant-la-nouvelle-dette-ce7e59dade81f123>

BDR. Economie 2025 : la France mieux classée que les États-Unis et l'Allemagne

Inflation maîtrisée, croissance mesurée et dette élevée : la France se hisse devant les États-Unis et l'Allemagne mais reste sous pression structurelle. L'année 2025 offre un contraste frappant : la économie française progresse au 11e rang mondial dans le classement établi par The Economist, devant les États-Unis placés 17e et l'Allemagne reléguée à la 20e position. Cette réussite survient dans une atmosphère politique instable, avec un budget sous tension et des débats intenses autour de la trajectoire financière du pays. Les derniers chiffres de l'Insee situent la croissance proche de 0,9 %. La progression reste modeste mais cohérente avec une inflation contenue, parmi les plus basses d'Europe. La combinaison entre stabilité des prix et maintien d'activités stratégiques a permis à la France de conserver une place compétitive dans le jeu économique global.

<https://www.bdor.fr/actualites-or/economie-2025-la-france-mieux-classee-que-les-etats-unis-et-l-allemande>

LES ECHOS. Energie : le gouvernement face au casse-tête de l'électrification de la France

La nouvelle stratégie énergétique de la France se fait toujours attendre. Sébastien Lecornu a promis des annonces sur les énergies renouvelables, le prix de l'électricité et le soutien à la demande, alors que la consommation ne décolle pas. Mais ses marges de manoeuvre semblent limitées. La France n'aura pas eu sa nouvelle feuille de route énergétique pour Noël. Malgré l'engagement pris il y a un mois par le Premier ministre Sébastien Lecornu, et malgré les deux années de retard qu'accuse déjà la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3). Cela n'a pas empêché les énergéticiens tricolores d'adresser lundi leur liste de souhaits à l'exécutif, pour « réenchanter l'électricité ». Parmi les 50 idées cadeaux de l'Union française de l'électricité (UFE) figurent la baisse de la fiscalité des électrons, plus taxés que le gaz, et la création d'un guichet unique pour accompagner la sortie de l'industrie des énergies fossiles. La fédération propose aussi la planification de l'installation de pompes à chaleur ou encore un permis de conduire pour voitures électriques, moins cher qu'un permis pour boîtes automatiques.

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/energie-le-gouvernement-face-au-casse-tete-de-lelectrification-de-la-france-2206777>

CHALLENGES. En Russie, Poutine serre la vis fiscale pour faire face au coût de la guerre

Face à une croissance atone et aux dépenses militaires liées au conflit avec l'Ukraine, le président Poutine a choisi de relever les taxes pour ne pas aggraver la situation budgétaire russe. Provoquant la colère des PME et des ménages. Un choc. Pour faire face au coût de la guerre avec l'Ukraine, le gouvernement de Vladimir Poutine vient



d'infliger aux ménages russes une série de hausses fiscales, notamment de la TVA, qui passe de 20 à 22 %, ainsi que des taxes sur les voitures neuves, les appareils électroniques, le tabac et l'alcool... Pour les petites entreprises et les indépendants aussi, l'impact est rude : le seuil de chiffre d'affaires permettant une exonération de TVA a été divisé par six. Les réactions ont été vives. « Nous recevons des lettres de PME, surtout des entrepreneurs individuels de petites villes », lit-on sur la chaîne Telegram d'Alexeï Netchaïev, président du parti pro-business Nouvelles Personnes. Après l'abaissement du plafond d'exonération de la TVA, ils devront licencier du personnel ou fermer. »

https://www.challenges.fr/monde/en-russie-poutine-serre-la-vis-fiscale-pour-faire-face-au-cout-de-la-guerre_634927

BFMTV. Les sanctions internationales font de l'effet: la Russie reconnaît qu'elle n'arrive pas à atteindre ses objectifs de production d'énergie

Le vice-Premier ministre russe a reconnu ce jeudi que l'objectif de production de gaz naturel liquéfié du pays devrait être reporté de quelques années. La faute aux sanctions qui touchent son pays depuis l'invasion de l'Ukraine.

Le gouvernement russe a admis ce jeudi 25 décembre un contre-temps majeur. Comme le rapporte Bloomberg, sur une chaîne de télévision d'État, Alexandre Novak, le vice-Premier ministre, a admis que les sanctions qui touchent le pays retardent son ambition de production de gaz naturel liquéfié. En 2025, le pays ne devrait produire que 34,7 millions de tonnes, loin derrière les prévisions de son plan de croissance. Et encore plus de la centaine de tonnes, qui devait initialement être atteinte d'ici 2030, pour lui permettre de produire 20% du GNL mondial, contre 8% actuellement. L'UE interdira les importations russes en 2027. Ces contretemps sont la conséquence des nombreuses sanctions énergétiques qui touchent la Russie depuis son invasion de l'Ukraine. Les États-Unis mais aussi l'Union européenne ont drastiquement réduit leurs importations de gaz russe pour ne pas financer la guerre. Bruxelles a même prévu d'interdire les importations de GNL russe à partir du 1er janvier 2027.

https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/energie/les-sanctions-internationales-font-de-l-effet-la-russie-reconnait-qu-elle-n-arrive-pas-a-atteindre-ses-objectifs-de-production-d-energie_AV-202512250291.html

